



**HAL**  
open science

**A LA RECHERCHE DES IDENTITES  
RETROUVEES : LE DEBAT IDENTITAIRE DANS  
LES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES DES  
PAYS NORDIQUES**

Nathalie Blanc-Noel

► **To cite this version:**

Nathalie Blanc-Noel. A LA RECHERCHE DES IDENTITES RETROUVEES : LE DEBAT IDENTITAIRE DANS LES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES DES PAYS NORDIQUES. Nordiques, 2003. hal-02975544

**HAL Id: hal-02975544**

**<https://hal.science/hal-02975544>**

Submitted on 22 Oct 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

## A LA RECHERCHE DES IDENTITES RETROUVEES : LE DEBAT IDENTITAIRE DANS LES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES DES PAYS NORDIQUES

---

*Nathalie BLANC-NOËL* \*

Depuis une quinzaine d'années, un des objets favoris du débat intellectuel dans les pays nordiques est la question identitaire. Elle est devenue un thème dominant pour d'innombrables programmes de recherche, colloques, ouvrages, thèses, etc., qu'il serait impossible de recenser. La société civile (associations de jeunesse, clubs économiques, organisations culturelles...) a par ailleurs largement fait écho à cette préoccupation. Le professeur Jean-François Battail, étudiant ce phénomène à propos des sphères culturelles, remarquait récemment à quel point cet engouement nouveau opère un « revirement spectaculaire » dans des pays où l'on a « longtemps et délibérément » esquivé cette question. Ceci eut pour conséquence que « l'histoire, reléguée au rang d'ornement superflu ou de passe-temps pour érudit, a effectivement été mise en sourdine pendant quelques décennies, notamment dans l'enseignement scolaire. Et ce qu'on a nommé *Historieløshed/historielöshet*<sup>1</sup> a eu pour corollaire le faible intérêt porté à l'identité nationale, du moins comme objet d'étude ou de réflexion. » Pendant toute la période de la guerre froide, en effet, les pays nordiques furent pétris d'une idéologie de la modernité et leur identité « s'est souvent nourrie du sentiment d'être à la pointe de l'évolution en matière de technologie, de médecine, d'organisation sociale, d'égalité entre les sexes, de démocratie authentique<sup>2</sup> ». Dans la présente contribution, nous nous intéresserons au débat identitaire dans les sciences sociales des pays nordiques. Le revirement évoqué par le professeur Battail est d'autant plus spectaculaire que la lacune est ici abondamment comblée. Dans toutes les disciplines des sciences sociales, les aspects identitaires sont abordés : anthropologie bien sûr, mais aussi sociologie, science politique, relations internationales, études de défense, droit et histoire.

Pour des raisons de format et d'affinité disciplinaire, nous nous limiterons à la science politique, aux relations internationales et à l'histoire, ces disciplines présentant l'avantage de se conjuguer pour être au cœur du débat identitaire. Les travaux des chercheurs nordiques explorent la question de l'identité nationale, ses évolutions, les relations entre l'État et la

---

\* Responsable de recherche au Centre d'analyse politique comparée, université de Bordeaux IV, rédactrice en chef de la revue *Nordiques*. Ce texte a fait l'objet d'une parution dans le numéro 1 de la revue *Nordiques*, en 2003.

<sup>1</sup> Littéralement : le fait d'être sans histoire.

<sup>2</sup> Jean-François Battail, « Sur l'emploi actuel du concept d'identité nationale dans les pays nordiques » dans Marc Auchet (dir.), *Les pays nordiques et le dialogue interculturel*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1999.

nation, la notion de patriotisme dans le contexte d'une immigration récente, les liens entre sécurité et identité<sup>3</sup>, etc. D'un point de vue théorique, on soulignera l'énorme succès, dans les pays nordiques, du constructivisme ; ce paradigme fournit des explications particulièrement éclairantes de l'histoire de ces pays, qui sont à la fois de très anciens royaumes que le temps n'a cessé d'assembler et de ré-assembler au sein des empires danois et suédois, et de très jeunes États-nations pour ce qui est de leurs contours actuels. Le constructivisme permet de comprendre comment les identités nationales se « construisent » et évoluent, et permet de questionner l'avenir, dans un contexte géopolitique changeant. Toutes ces disciplines se retrouvent, au fond, autour d'une attitude fondamentale qui consiste en une relecture de l'histoire, avec, en filigrane, la question de l'adaptation au changement. Car c'est en puisant dans l'histoire que l'on peut « retrouver » des éléments pour construire les identités de demain.

Les causes de cette « passion identitaire » nordique doivent être recherchées dans les bouleversements géopolitiques qu'ont connus ces pays depuis la fin des années 1980. On peut l'analyser comme une réponse aux défis imposés par un nouvel environnement. Sur le plan international, la fin de la guerre froide a signifié la disparition des tensions traditionnelles pesant sur une région qui se situait à une charnière entre bloc de l'Est et bloc de l'Ouest. Ces tensions ont laissé place à de nouvelles formes d'insécurité, liées dans un premier temps au redéploiement des forces du pacte de Varsovie dissous vers les régions de Saint-Pétersbourg et Kola, et dans un deuxième temps à la prise de conscience de phénomènes nouveaux en provenance des pays de l'Est : pollution y compris nucléaire, criminalité internationale, risques d'immigration incontrôlée, tensions avec une Russie instable, etc. Pour les pays neutres de la région, Suède et Finlande, la fin de la guerre froide pose de plus la question pour le moment irrésolue de la pertinence d'une telle posture.

L'autre grand bouleversement géopolitique ayant affecté les pays nordiques a été l'accélération de l'intégration européenne et l'élargissement de l'Union, d'abord à la Suède et à la Finlande, bientôt à d'autres pays de la région de la Baltique<sup>4</sup>. Ces évolutions ont placé les pays nordiques devant des choix difficiles : si la Finlande a adhéré avec 57 % de oui<sup>5</sup>, la Suède fut beaucoup moins enthousiaste<sup>6</sup> et le peuple norvégien choisit de ne pas adhérer. Quant aux Danois, membres de la CEE depuis 1973, ils refusèrent le traité de Maastricht en 1992 et ne l'acceptèrent qu'en 1993, après avoir obtenu de substantielles dérogations<sup>7</sup>. Puis en septembre 2000, les Danois s'opposèrent à l'entrée dans l'UEM. Outre un certain euro-scepticisme teinté d'un fort nationalisme, ce que ces épisodes européens ont engendré est une rupture du légendaire consensus existant dans les sociétés nordiques : non seulement les partis politiques en sont sortis divisés, mais une profonde coupure s'est installée entre des élites politiques et économiques pro-européennes et une opinion publique très réticente.

Enfin, les évolutions de ces quinze dernières années se sont accompagnées d'une crise sociétale, crise de ce que l'on a coutume d'appeler le « modèle nordique ». Il s'agit du modèle d'organisation sociale combinant le libéralisme économique à une organisation étatique inspirée par la social-démocratie, courant ayant eu une exceptionnelle longévité au pouvoir dans ces pays et une profonde influence sur leurs structures. La récession économique (qui

---

<sup>3</sup> Signalons dans ce domaine « l'école de Copenhague » autour de chercheurs tels Barry Buzan et Ole Waever.

<sup>4</sup> La Suède et la Finlande ont adhéré à l'Union européenne en 1995. Les trois pays baltes ainsi que la Pologne sont candidats pour l'élargissement de 2004.

<sup>5</sup> Référendum du 16 octobre 1994.

<sup>6</sup> Les résultats du référendum du 13 novembre 1994 furent : 52 % de oui, 47 % de non.

<sup>7</sup> Notamment sur l'euro. Ni le Danemark ni la Suède ne font partie de l'UEM.

toucha les pays nordiques à l'exception de la Norvège, bénéficiaire de sa rente pétrolière), l'impossibilité de financer un secteur public trop vaste et l'apparition du chômage (particulièrement en Finlande du fait de l'effondrement des échanges avec l'URSS) ont entraîné des réformes du modèle et ont coïncidé avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements conservateurs. Ces phénomènes s'accompagnèrent d'une profonde crise idéologique et identitaire, car en remettant en cause ce qui avait fait la spécificité du modèle (et la fierté de ses acteurs), on se mit à se demander si les sociétés nordiques ne s'étaient pas rapprochées des autres modèles d'État-providence européens. En même temps, on s'interrogea sur le bien-fondé de l'étatisme nordique, comme l'illustre un scandale qui éclata en 1996. L'opinion publique horrifiée découvrit alors qu'en Suède, au Danemark et en Norvège, le pouvoir social-démocrate avait, des années 1930 jusqu'aux années 1970, pris des mesures pour assurer la « qualité de la population », en pratiquant des stérilisations forcées sur des citoyens<sup>8</sup>. Même si, aujourd'hui, le modèle semble globalement avoir surmonté les problèmes économiques des années 1980, la vague de remises en question de certains de ses aspects les moins adaptés au contexte de la mondialisation a laissé de profondes traces dans le débat politique et identitaire.

Le débat identitaire nordique est d'autant plus fascinant pour l'observateur français, que, dans notre pays, les thèmes de l'identité nationale et du nationalisme sont non seulement relégués à la portion congrue, mais leur simple mention évoque une certaine odeur de souffre ou appelle un débat passionnel<sup>9</sup>. En outre, l'explication culturaliste en général est controversée, au motif principal qu'elle manquerait de rigueur ; quant au constructivisme, c'est un paradigme presque confidentiel, souvent considéré comme une spécialité anglo-saxonne. Certes, le nombre de travaux abordant la thématique identitaire tend à augmenter<sup>10</sup>, mais sans doute faut-il davantage voir dans ce phénomène l'écho hexagonal d'un mouvement international qu'un mouvement de fond. On peut convenir que la thématique identitaire intéresse peu dans un grand pays centralisé aussi sûr de lui que la France<sup>11</sup>. Dans les pays nordiques, en revanche, elle correspond à un débat que les retenues imposées par la guerre froide n'a pas permis d'épuiser. Elle répond aussi à un besoin profond d'affronter un présent géopolitique bouleversé et un avenir géostratégique incertain. À ce propos, un autre élément peut intriguer l'observateur français. Dans les pays nordiques, l'osmose entre communauté scientifique et élites politiques est relativement grande, ce qui est lié à la petite taille de ces pays. Il n'est pas rare qu'un universitaire de renom obtienne un portefeuille ministériel ou, à l'inverse, qu'un homme politique ou un serviteur de l'État s'adonne à la recherche. De même, l'expertise universitaire peut directement inspirer ou éclairer l'action gouvernementale. Deux conséquences importantes, nous semble-t-il, découlent de cette situation : la première est que la recherche est assez souvent liée à des préoccupations sociétales, en prise avec l'actualité. La seconde est que, pour le sujet qui nous intéresse, les émetteurs du discours identitaire sont peu nombreux et facilement identifiables : les mythologies nationales ont été forgées au 19<sup>ème</sup>

---

<sup>8</sup> Gunnar Broberg (éd.), *Eugenics and the Welfare State. Sterilization Policy in Denmark, Sweden, Norway and Finland*, Michigan State University Press, 1996.

<sup>9</sup> Yves Lacoste, ayant intitulé un de ses ouvrages *Vive la nation* avertit que « nombre d'intellectuels ressentiront ce titre comme une provocation car il n'est pas 'politiquement correct', de nos jours, d'invoquer la nation ». Il plaide dans cet ouvrage pour une analyse géopolitique dépassionnée de ce concept, analyse selon lui indispensable pour faire face aux questions de l'intégration européenne, de l'immigration ou encore de l'extrême droite... C'est justement ce qui est à l'œuvre dans le débat nordique actuel.

<sup>10</sup> Voir à ce sujet : René Ottayek, *Identité et démocratie dans un monde global*, Paris, Presses de Science po, 2000 et notamment sa bibliographie. Signalons le remarquable ouvrage d'Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, coll. Points Histoire, 2001, qui fait écho aux préoccupations nordiques et qui aborde – fait rarissime – le cas de ces pays.

<sup>11</sup> Elle apparaît, en revanche autour des mouvements régionalistes ou en fonction de certains domaines d'études : par exemple, le paradigme culturaliste est débattu chez les africanistes.

siècle par de petits cercles d'universitaires, d'écrivains et d'étudiants, reprises par les élites politiques. Aujourd'hui, la relecture de l'histoire est faite par les milieux universitaires, et reprise par les élites politiques et économiques, mais l'inverse se produit aussi, comme nous le verrons à propos du discours sur une identité régionale baltique. Dans ce cas, ce sont les universitaires qui « suivent », en trouvant dans l'histoire des éléments tendant à donner du poids aux arguments des politiques. Cela ne veut pas dire que la recherche nordique serait « orientée » par et pour les besoins du politique (à de rares exemples près, que le recul du temps permettra d'apprécier), mais simplement que dans ces sociétés pragmatiques et férues d'ingénierie sociale, où les élites sont un tout petit cercle, on s'intéresse prioritairement aux réponses à apporter aux défis du présent. La recherche sur la question de l'identité nationale a d'ailleurs fait d'énormes progrès en une quinzaine d'années, au point que certaines choses que l'on enseignait il y a peu encore dans les cours de civilisation nordique sont aujourd'hui dépassées...

Nous examinerons les éléments saillants du foisonnant débat identitaire nordique en ayant toutefois conscience qu'il ne peut s'agir d'un compte-rendu exhaustif et que des choix forcément arbitraires sont inévitables.

## IDENTITES NATIONALES ET RELECTURES DE L'HISTOIRE

Comme nous l'avons remarqué, la relecture, voire la re-écriture de l'histoire est à la base du discours identitaire nordique. Dans tous les pays, on a identifié des manques dans la recherche que l'on a commencé à combler depuis ces quinze dernières années. L'un de ces nouveaux champs d'investigation est celui de l'histoire de chaque État, avec une interrogation de fond sur l'identité nationale. Le parlement danois a financé une importante étude en quatre volumes, intitulée *L'histoire de l'identité danoise* et dirigée par Ole Feldbæk<sup>12</sup>. On peut aussi citer les nombreux travaux d'Uffe Østergaard sur ce sujet<sup>13</sup>. En Norvège, une publication monumentale a également été réalisée, sur l'histoire de la politique étrangère depuis l'indépendance<sup>14</sup>. Il faut aussi mentionner le projet de recherche sur l'identité norvégienne dirigé par Øysten Sørensen<sup>15</sup> et les travaux dirigés par Peter Burgess au PRIO (*International Peace Research Institute, Oslo*)<sup>16</sup>. On ne trouve pas d'entreprises d'une ampleur comparable en Suède, mais la perspective historique globale y est aussi réhabilitée, notamment avec les ouvrages de Mikael af Malmborg et Wilhelm Agrell sur la neutralité et la politique de sécurité<sup>17</sup>. La Finlande dispose pour l'instant de peu de travaux sur le long terme, mais on peut signaler les ouvrages de Matti Klinge, d'Osmo Jussila *et al.*, ou encore l'encyclopédie de

---

<sup>12</sup> Ole Feldbæk, *Dansk Identitetshistorie*, Copenhagen, C.A. Reitzels Forlag, vol. 1-4, 1991-1992.

<sup>13</sup> Uffe Østergaard, *Dansk identitet ?* Aarhus, Aarhus Universitetsforlag, 1992.

<sup>14</sup> *Norsk utenrikspolitikkens historie*, Oslo, Universitetsforlaget, vol. 1-6, 1995-1997. Pour un compte-rendu en anglais, voir : Thorsten Olesen, « History of Foreign Policy », *Scandinavian Journal of History*, vol. 25, n° 4, 2000, p. 317-325.

<sup>15</sup> Øysten Sørensen, (éd.) *Jakte på den norske. Perspektiver på utviklingen av en norsk nasjonal identitet på 1800-tallet*, Oslo, 1998. Iver Neumann, « State and Nation in the Nineteenth century : Recent Research on the Norwegian Case », *Scandinavian Journal of History*, vol. 25, n° 4, 2000, p. 239-260.

<sup>16</sup> Peter Burgess, *Culture and Rationality of Norwegian Identity*, Kristianstad, Norwegian Academic Press, 2001. Peter Burgess, Odd Monsson (eds.), *Nation, Modernity, Written Culture*, Kristianstad, Norwegian Academic Press, 2002.

<sup>17</sup> Mikael af Malmborg, *Neutrality and State-Building in Sweden*, Basingstoke, Palgrave, 2001. Wilhelm Agrell, *Fred och Frukta, Sveriges säkerhetspolitiska historia 1918-2000*, Lund, Historiska Media, 2000.

la culture finlandaise réalisée par la société finlandaise de littérature<sup>18</sup>. Enfin, le professeur Gunnar Karlsson, auteur de nombreux manuels scolaires islandais, a récemment publié une somme sur l'histoire de son pays reprenant les avancées de la recherche<sup>19</sup>. Ces travaux sont bien sûr complétés par de nombreux travaux sur des points particuliers de l'histoire, et là encore la préoccupation identitaire domine<sup>20</sup>. Le point commun de ces travaux historiques est qu'ils sont au cœur du débat identitaire actuel. La question est de comprendre ce que c'est d'être norvégien, finlandais ou danois dans une histoire tumultueuse que la jeunesse des États-nations actuels (indépendance en 1905 pour la Norvège, 1917 pour la Finlande, 1944 pour l'Islande) ou de leurs contours actuels (1920 pour le Danemark et 1905 pour la Suède) ne saurait gommer. Or le caractère récent de ces configurations, la nécessité de reconstruire, pour certains, une identité nationale après une transformation majeure, plus la nécessité d'offrir une cohésion nationale sans faille face aux contraintes de la guerre froide<sup>21</sup> ont fait que jusqu'à une date récente, on ne présentait l'histoire de ces pays qu'en termes étatiques et « nationaux ». On omettait généralement les épisodes communs, si ce n'est pour les aborder en termes d'oppression coloniale<sup>22</sup>. La tendance est aujourd'hui de dépasser ce discours, et de réécrire l'histoire commune : les pays nordiques sont issus des combinaisons complexes des deux grands empires danois et suédois. Uffe Østergaard, militant pour le rétablissement de la vérité historique, écrit à propos de l'histoire de la Suède et de la Finlande qu'elle « a été supprimée et oubliée pour des raisons nationalistes en Suède ainsi qu'en Finlande. Les raisons de ceci ont été multiples tant que la puissante union soviétique était tapie de l'autre côté de la mer. Mais aujourd'hui, avec l'intérêt porté à la discussion des pré-conditions d'une identité baltique commune, il est important d'aller au-delà de la fausse représentation anti-colonialiste de l'histoire. La falsification historique en vue d'établir une identité suédoise et finlandaise n'est plus nécessaire, elle est au contraire un obstacle à la compréhension d'un passé commun à l'intérieur de l'empire suédois<sup>23</sup> – et à l'intérieur de l'empire danois avant cela<sup>24</sup>. »

Cet auteur s'est notamment attaché à démystifier l'histoire du Danemark en montrant que ce qui est habituellement présenté comme l'archétype du petit État-nation homogène, soumis au déterminisme de son environnement, n'est en fait qu'un visage extrêmement récent de ce pays. Il rappelle que le Danemark, comme la Suède, font non seulement partie des États-nations les plus anciens d'Europe, au même titre que la France ou la Grande-Bretagne, mais aussi que ce furent des empires : « Géographiquement, l'État était constitué de deux

---

<sup>18</sup> Matti Klinge, *Let us be Finns - Essays on History*, Helsinki, Otava, 1991. O. Jussila, S. Hentila, J. Nevakivi, *From Grand Duchy to Modern State. A Political History of Finland since 1809*, London, Hurst, 1999. Finnish Literature Society, *Finland : A Cultural Encyclopedia*, Helsinki, Otava, 1997.

<sup>19</sup> Gunnar Karlsson, *Iceland's 1100 Years, History of a Marginal Society*, London, Hurst, 2000. L'auteur remarque que, au pays où l'histoire est reine, peu d'ouvrages globaux ont été publiés (ou achevés) et la plupart sont en islandais.

<sup>20</sup> Un exemple parmi d'autres : la question de la Scanie, province autrefois danoise qui fait partie aujourd'hui de la Suède : Knud Fabricius, *Skaane overgang fra Danmark til Sverige*, Copenhagen, I-IV, 1906-1958. Alf Åberg, *Kampen om Skåne under försvenskningstiden*, Stockholm, Natur och Kultur, 1994.

<sup>21</sup> Les pays nordiques se sont trouvés à la frontière entre les blocs, à proximité de l'URSS et des bases de Kola. La Finlande était neutre tout en ayant signé un traité d'amitié avec l'URSS, la Suède était neutre, la Norvège, le Danemark et l'Islande membres de l'OTAN. Voir : Edward Killham, *The Nordic Way*, Washington, The Compass Press, 1993.

<sup>22</sup> Julian Kramer, « L'identité norvégienne. Produit du sous-développement et de l'appartenance tribale », dans Arne Martin Klausen, *Le savoir-être norvégien, regards anthropologiques sur la culture norvégienne*, Paris, l'Harmattan, 1991. (Traduction française d'un colloque tenu en 1982.)

<sup>23</sup> Ce passé commun a duré un demi-millénaire...

<sup>24</sup> Uffe Østergaard, « The Geopolitics of Nordic Identity - From Composite States to Nation-States », in Øysten Sørensen, Bo Stråth (eds.), *The Cultural Construction of Norden*, Oslo, Scandinavian University Press, 1997, p. 62.

royaumes, le Danemark et la Norvège, des deux duchés de Slesvig et Holstein, lequel entra plus tard dans le Saint Empire romain germanique. De plus, l'État composite comprenait les dépendances atlantiques d'Islande, des Îles Féroé et du Groenland, au départ sous suzeraineté norvégienne et qui furent petit à petit directement dirigées par Copenhague<sup>25</sup>. » À cela se rajoutèrent, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, des possessions coloniales aux Antilles et en Inde. Au XVII<sup>e</sup> siècle, le Danemark essuya de cuisantes défaites face à l'empire suédois (composé de la Suède et de la Finlande) et perdit une série de territoires au profit de celui-ci. La Suède devint la nouvelle grande puissance de la Baltique. Puis le Danemark fut encore rétréci lorsqu'il perdit le Slesvig et le Holstein (1864). U. Østergaard souligne que le nom de « Danemark » est en fait trompeur. Il ne recouvre pas les mêmes réalités géographiques et ethniques selon les époques, la continuité ne concernant guère que le Jutland et les îles de Seeland et de Fionie. En conséquence, la culture politique du pays est ambivalente : elle combine un internationalisme ancien, celui de l'empire des conquérants et des commerçants, avec un parochialisme plus récent, celui de la classe paysanne ayant pris le pouvoir au sein de l'État-national réduit et homogénéisé. L'identité nationale est double : les Danois se sentent à la fois issus d'une grande puissance millénaire et d'un petit État neutraliste, amputé par les guerres mais ayant accompli une formidable réussite économique et sociale (les deux étant, au demeurant, source de fierté). Pour Hans Branner, cette lecture de l'histoire permet d'expliquer la posture ambivalente du Danemark contemporain dans les relations internationales : d'une part, il est animé par un certain neutralisme, qu'il a exprimé au sein même de l'Alliance atlantique au point de mériter l'épithète de « *reluctant ally* », et qu'il continue à exprimer dans l'Union européenne (le Danemark a accepté le traité de Maastricht à la condition de ne pas faire partie de la défense et de la citoyenneté communes, de l'UEM, ni de la coopération en matière de police et de justice). D'autre part, le Danemark adopte des positions internationalistes (aide au développement, actions en faveur du droit international...) et l'on parle depuis les années 1990 du « nouvel activisme » danois concernant sa politique de coopération – y compris militaire – dans la région de la Baltique. Les deux tendances apparemment contradictoires s'expliquent par l'histoire d'un État qui a été aussi bien un empire qu'un petit État à l'ombre des grandes puissances<sup>26</sup>. Elles expliquent aussi la profonde aversion pour toute forme d'atteinte à la souveraineté nationale (ce que représente l'UE), et en même temps la volonté de peser sur la prise de décision au sein de celle-ci.

La recherche norvégienne analyse longuement la naissance du nationalisme, depuis la période romantique jusqu'à l'indépendance en 1905. Il s'agit de comprendre comment la Norvège s'est démarquée par rapport à « l'autre signifiant<sup>27</sup> » constitué pour elle par le Danemark et la Suède. Il s'agit aussi de comprendre ce que représente l'identité norvégienne aujourd'hui. Selon Thomas Hylland Eriksen, cette interrogation se pose face aux trois grands défis que constituent l'Europe, à laquelle les Norvégiens n'ont pas voulu participer, essentiellement par crainte d'y perdre leur identité, la mondialisation qui s'immisce dans le mode de vie norvégien, et la toute récente immigration, qui représente aujourd'hui 5 % de la population<sup>28</sup>. Si les anthropologues essaient de percer à jour les particularités de la culture norvégienne<sup>29</sup>, les politistes montrent que cette identité n'est pas « naturelle », mais fut construite par les

<sup>25</sup> Uffe Østergaard, « Danish National Identity : Between Multinational Heritage and Small State Nationalism », in Hans Branner, Morten Kelstrup (eds.), *Denmark's Policy Towards Europe After 1945*. Odense, Odense University Press, 2000, p. 146.

<sup>26</sup> Hans Branner, « The Danish Foreign Policy Tradition and the European Context », in H. Branner, M. Kelstrup (eds.), *Denmark's Foreign Policy...*, *op. cit.*, p. 185 et s.

<sup>27</sup> T. Olesen, *History of Norwegian Foreign Policy...*, *op. cit.*, p. 25.

<sup>28</sup> Thomas Hylland Eriksen, *Globalisation and Norwegian Identity*. <http://odin.dep.no/odin>.

<sup>29</sup> A.M. Klausen, *op. cit.* Marianne Gullestad, *Kultur og hverdagsliv*, Oslo, Universitetsforlaget, 1989. Thomas Hylland Eriksen, *Typisk norsk*, Oslo, Huitfeldt, 1993.

élites au XIX<sup>e</sup> siècle – élites qui étaient d’origine danoise. Dans ce pays où la population n’a pas suivi l’incitation de la classe politique à entrer dans l’Union européenne, la recherche se fait quelque peu pédagogique et montre que le nationalisme norvégien est très jeune, ce qui explique sa force, mais que la Norvège n’est peut-être pas si différente, dans le processus de construction identitaire, des autres pays européens<sup>30</sup>.

Le très riche débat identitaire finlandais a un contenu différent, car il tourne essentiellement autour de la politique étrangère pendant la guerre froide. Ce débat polémique est loin d’être clos, étant donné ses conséquences hautement politiques pour le pays face à l’Union européenne et à l’OTAN. Selon Chris Brown, auteur d’une synthèse sur la question<sup>31</sup>, une nouvelle identité politique de la Finlande, que l’on peut qualifier d’« identité européenne », est apparue ces dernières années. Ce fut d’abord le fait de la jeune génération d’universitaires, dont le discours fut repris par la classe politique, parfois critiqué par des universitaires plus âgés ou des membres de la classe politique au pouvoir pendant la guerre froide. Au cours de la guerre froide, le discours identitaire en matière de politique étrangère avait largement été formulé par les présidents Paasikivi et Kekkonen<sup>32</sup>. Ce discours, lui-même en rupture avec la vision farouchement nationaliste et anti-russe de l’entre-deux-guerres, était un discours de modération, où le nationalisme fut remplacé par le pragmatisme<sup>33</sup>. Il présentait la Finlande comme un pays neutre, capable de bâtir un pont entre l’Est et l’Ouest et de contribuer à la paix dans le monde en apaisant les tensions dans cette région frontalière. La clef de ce discours était une nouvelle vision de l’URSS, qui n’était plus l’ennemi héréditaire mais un ami potentiel. L’impérialisme russo-soviétique n’était plus présenté de façon négative, mais comme défensif et légitime, l’URSS cherchant à défendre ses intérêts en termes de sécurité<sup>34</sup>. La Finlande se devait donc de « rassurer » l’URSS en cultivant de bonnes relations de voisinage et c’est à ce prix qu’elle conserverait sa liberté et contribuerait à la paix. Le nouveau discours identitaire élaboré dans les années 1990 a remplacé l’image d’une Finlande entre l’Est et l’Ouest par celle d’une Finlande européenne. Ce changement implique une autre vision de la Russie, désormais source potentielle d’instabilité et d’agressivité. Le changement s’est aussi accompagné d’une révision de l’histoire de la politique étrangère au cours de la guerre froide. La position de troisième voie, mentionnée plus haut, avait été qualifiée à l’Ouest de « finlandisation », terme que les Finlandais considéraient comme une insulte ou une méconnaissance de leur pays, car le concept dénonçait une dépendance et une certaine complaisance à l’égard de Moscou<sup>35</sup>. Or depuis les années 1990, la question de la finlandisation a été revisitée par de nombreux chercheurs qui vont dans ce sens. On a notamment dénoncé le caractère opaque de la politique étrangère de la guerre froide, et le fait

---

<sup>30</sup> Peter Burgess, *Culture and Rationality. European Frameworks of Norwegian Identity*, op. cit.

<sup>31</sup> Synthèse à laquelle nous emprunterons dans les lignes qui suivent. Chris Brown, « Coming Home or Moving Home ? Westernizing Narratives in Finnish Foreign Policy and the Reinterpretation of Past Identities », *Cooperation and Conflict*, vol. 37, n° 1, mars 2002, p. 47-73.

<sup>32</sup> Juho Paasikivi fut président de la République de 1946 à 1959 et Urho Kekkonen président de 1956 à 81, après avoir été Premier ministre de 1950 à 1956.

<sup>33</sup> Rappelons le traumatisme laissé par la Guerre d’hiver (1939) au cours de laquelle la Finlande dut se battre seule face à l’URSS : la leçon tirée pour la guerre froide en fut l’improbabilité d’une aide occidentale pour secourir la Finlande – à moins de circonstances très particulières. Henrik Meinander, « Vinterkriget lärdom », *Historiska och litteraturhistoriska studier* 70, Helsingfors, 1995.

<sup>34</sup> Voir par exemple les discours d’U. Kekkonen : Urho Kekkonen, *Neutrality : the Finnish Position. Speeches by Dr. Urho Kekkonen*, London, Heineman, 1973. Notons que l’OTAN était souvent perçue comme une source de déstabilisation.

<sup>35</sup> C’est un argument récurrent chez Max Jakobson, ancien diplomate et essayiste, qui qualifie le concept de finlandisation de « *form of collective character assassination* ». Max Jakobson, *Finland in the New Europe*, London, Praeger, The Washington Papers n° 175, 1998, p. 3.



qu'elle était un domaine très réservé au président Kekkonen<sup>36</sup>. Le discours qui le présentait comme le sauveur de la nation et le champion de la *realpolitik*<sup>37</sup> coexiste désormais avec un discours le dépeignant comme un homme ayant ses entrées au Kremlin et au KGB, et qui a fait quelques entorses à la démocratie afin de contrôler le pouvoir et la politique étrangère<sup>38</sup>. On a aussi montré que les médias finlandais avaient fait l'objet d'une censure politique<sup>39</sup>. Des regards critiques ont également été portés sur la classe politique au pouvoir pendant la guerre froide<sup>40</sup>. Certains ont analysé le contenu de cette politique étrangère pour montrer que la Finlande a pu effectivement faire le jeu de l'URSS, par exemple en faisant la promotion de la zone dénucléarisée dans le Nord ou en proposant la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe, qui aboutit à la reconnaissance des frontières entre l'Est et l'Ouest<sup>41</sup>. Ce nouveau discours identitaire a donc pour effet de discréditer certains agissements de la classe politique au cours de la guerre froide, tout en montrant qu'elle fut la seule responsable (sous la contrainte de Moscou), et que la population s'est en quelque sorte vu « usurper » son identité occidentale pendant ces années. Aujourd'hui, la Finlande retrouve sa place « naturelle » en Europe : c'est par exemple l'argument central de l'ouvrage dirigé par Tuomas Lehtonen<sup>42</sup>. La Finlande fait aussi profiter l'Europe de son expertise des relations avec l'Est : au cœur de sa politique de « dimension septentrionale »<sup>43</sup>, il y a l'idée d'amener la Russie aux valeurs de la démocratie et de l'Occident<sup>44</sup>. Dans cette perspective, de nombreux aspects de l'identité européenne de la Finlande sont étudiés. Par exemple, la question de savoir si elle est un pays nordique a été revisitée. Par le passé, les historiens présentaient la Finlande comme étant de culture « finno-ougrienne », au motif que sa langue n'est pas germanique. Le rattachement au monde nordique était plus historique et politique que culturel. La Finlande, grâce à son caractère nordique, bénéficiait d'un indéniable ancrage à l'Ouest. Mais, étant nordique sans l'être, elle avait aussi un statut de « passeur » entre les mondes de l'Est et de l'Ouest. Aujourd'hui, avec l'adhésion à l'Union européenne, certains, comme Max Engman, contestent ce qu'ils considèrent comme des présupposés<sup>45</sup>. Parmi ceux qu'il discute, M. Engman remarque que le finnois n'est certes pas germanique, mais qu'il a été influencé par sept à huit siècles de proximité avec le suédois, ce qui fait que, si sa grammaire lui est propre, sa sémantique est proche du suédois<sup>46</sup>. Quant à la question de savoir si les Finlandais sont des nordiques ou des envahisseurs venus de l'Est, les archéologues ont montré que leurs ancêtres habitent le territoire depuis plusieurs milliers d'années, et la génétique a prouvé que les Finlandais sont aux trois-quarts des Européens de l'Ouest. M. Engman remarque aussi que la

---

<sup>36</sup> Risto Penttilä, « Official Religions », *Books from Finland*, n° 1, 1992, p. 41-43.

<sup>37</sup> Développé par exemple par son biographe, Juhani Suomi. Cet historien a longtemps été la seule personne à avoir accès aux archives personnelles du Président, et a produit une biographie de 5 500 pages : Juhani Suomi, *Umpeutuva latu - Urho Kekkonen 1976-1981*. Keuruu, Otava, 2000. L'auteur a fait l'objet d'une controverse dont l'un des principaux arguments était qu'il fut l'historien « officiel » de Kekkonen.

<sup>38</sup> C'est la thèse notamment de Hannu Rautkallio, *Laboratorio Suomi. Kekkonen ja KGB 1944-1962*. Juva, WSOY, 1996. Sur la controverse des historiens au sujet de Kekkonen, voir : Henrik Helenius, « Kekkonen, Kekkonen, Kekkonen », *Nordisk Tidskrift*, n° 1, 2001. Jason Lavery, « Remembering Kekkonen on the 100<sup>th</sup> anniversary of his birthday », <http://www.amscan.org/kekkonen.html>.

<sup>39</sup> Esko Salminen, *The Silenced Media : The Propaganda War between Russia and the West in Northern Europe*, Basingstoke, Mac Millan, 1999.

<sup>40</sup> O. Jussila et al. *From Grand Duchy to Modern State*, *op. cit.*

<sup>41</sup> Mikko Majander, « The Paradoxes of Finlandization », *Northern Dimensions*, 1999, p. 85-94.

<sup>42</sup> Tuomas Lehtonen (ed.) *Europe's Northern Frontier. Perspectives on Finland's Western Identity*, Porvoo, PS-Kustannus, 1999.

<sup>43</sup> Politique conçue à la fois par les milieux universitaires et les milieux politiques.

<sup>44</sup> Chris Brown, « Coming Home... », *op. cit.*, p. 59.

<sup>45</sup> Max Engman, Är Finland ett nordiskt land ? *Den jyske historiker*, vol. 69-70, 1994, p. 62-79. Voir aussi Erik Allardt, Finland som ett nordiskt samhälle, *Historisk Tidskrift för Finland*, 1983, p. 229-251.

<sup>46</sup> La Finlande est un État bilingue.

Finlande s'est développée en tant qu'État-nation à l'intérieur de l'empire russe (par définition multiculturel), mais à partir de ses structures suédoises. Il conclut qu'elle est bien nordique, avec ses particularités, mais remarque que le *Norden* est lui-même multiple : on peut distinguer un *Norden* de l'Est, de l'Ouest, de l'Atlantique, de la Baltique des îles ou du pôle, le tout formant différentes variations d'un thème européen. Conclusion sous-entendue : la Finlande est bien européenne...

Le débat identitaire est nettement moins développé en Suède que dans les autres pays nordiques. Ce sont surtout les anthropologues qui se sont intéressés à l'identité suédoise<sup>47</sup>, plus rarement des historiens<sup>48</sup>. Mais pour ce qui est de l'identité suédoise face à un environnement géopolitique changeant, on trouve assez peu de travaux. Peut-être peut-on expliquer cette situation par le fait que les Suédois disposent de toute l'assurance de la « grande puissance » nordique qu'ils représentent. Ou peut-être au contraire la Suède est-elle encore dans une trop grande incertitude ; elle a intégré l'UE (sans adhérer à l'UEM) avec la population la plus anti-européenne de l'Union selon les Eurobaromètres, tout en conservant sa politique de neutralité... En fait, le débat suédois se contente pour l'instant de revisiter certains points de l'histoire, qui ont néanmoins des répercussions identitaires non négligeables. C'est essentiellement l'histoire de la neutralité que l'on réécrit, sachant qu'elle fait partie intégrante de l'identité nationale. Un des éléments centraux de ce débat est le secret qui a accompagné la politique de neutralité pendant la guerre froide. La recherche a montré que la Suède avait prévu des arrangements qui en faisaient une alliée cachée de l'OTAN : soutien à l'aviation alliée par la mise à disposition de ses bases en cas de guerre, coopération en matière de renseignements, protection de la Suède sous le parapluie nucléaire américain étaient les points forts de ce dispositif totalement secret, qui n'était connu que par deux ou trois personnes au gouvernement, et à propos de laquelle les officiers ne communiquaient que de façon orale<sup>49</sup>. Ce débat a été ouvert dès la fin de la guerre froide, et a été révélé au public par la presse, causant un choc brutal. Il n'était pourtant pas inconnu avant cela, mais les recherches sur le sujet étaient surtout le fait d'étrangers et rarement de chercheurs suédois<sup>50</sup>. L'histoire de la neutralité a d'ailleurs globalement fait l'objet de peu de recherches en Suède. L'argument classique expliquant cette situation était que toute discussion de la neutralité (même académique) constituait déjà une entorse à sa crédibilité et ne pouvait donc être tolérée<sup>51</sup>. Cette lacune commence à se combler aujourd'hui, avec des travaux comme ceux de Mikael af Malmborg, qui est l'auteur d'un des rares ouvrages étudiant la neutralité dans la globalité de son histoire et intégrant les données les plus récentes de la recherche<sup>52</sup>. Parmi les

---

<sup>47</sup> Åke Daun, *Svensk mentalitet, ett jämförande perspektiv*, Stockholm, Rabén Prisma, 1989. On peut aussi mentionner les travaux de Karl-Olof Arntsberg ou Ulf Hannerz. Ces recherches sont parfois mises en relation avec la question de l'immigration : Bert Mårald, « Svensk identitet », *Historielärarnas förenings årskrift*, Bromma, Historielärarnas föreningen, 1997.

<sup>48</sup> Alf Johansson (red.), *Vad är Sverige ? Röster om svensk nationell identitet*. Stockholm, Prisma, 2001.

<sup>49</sup> Ces éléments ont fait l'objet d'une enquête parlementaire : SOU 1994:11. *Om kriget kommer... - Föreberedelser för mottagande av militärt bistånd 1946-69*. Pour une recherche plus avancée : Ola Tunander, « The Uneasy Imbrication of Nation-State and NATO, the Case of Sweden », *Cooperation and Conflict*, vol. 34, n° 2, 1999, p. 169-203.

<sup>50</sup> Wilhelm Agrell, *Alliansfrihet och atombomber. Kontinuitet och förändring i den svenska försvarsdoktrinen från 1945 till 1982*, Stockholm, Liber, 1985. Dès 1991, l'auteur a approfondi cette thèse : Wilhelm Agrell, *Den stora lögnen. Ett säkerhetspolitiskt dubbelspel i alltför många akter*, Stockholm, Ordfront, 1991.

<sup>51</sup> La neutralité suédoise ne repose en effet sur aucun traité international. Sa crédibilité est basée sur un consensus national sans faille et des actes démontrant la volonté de rester neutre. Nathalie Blanc-Noël, *La politique suédoise de neutralité active*, Paris, Economica, 1997.

<sup>52</sup> M. af Malmborg, *Neutrality and State-Building... op. cit.* Voir aussi : Ulla Nordlöf-Lagerkranz (red.), *Svensk neutralitet, Europa och EG*, Stockholm, Utrikespolitiska Institutet, 1990. Bo Hugemark (red.), *Neutralitet och*

autres points revisités par la recherche récente, on notera la conduite de la neutralité pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>53</sup>, et la place de la Suède dans l'Europe : comme dans le cas finlandais, il s'est agi, notamment, de montrer que la Suède avait toujours été européenne et « retrouvait » sa place en entrant dans l'UE<sup>54</sup>.

Le débat identitaire, stimulé par les changements géopolitiques survenus depuis la fin de la guerre froide, ne se contente pas de relire l'histoire des différents pays nordiques. Il cherche aussi à répondre au défi que constitue l'élargissement (ou le non-élargissement) de l'Europe aux pays nordiques.

## L'EUROPE CONTRE LES IDENTITES NORDIQUES

Les adhésions de la Finlande et de la Suède, le refus de la Norvège ainsi que les *referenda* danois ont soulevé une question commune, qui est celle du fort nationalisme qu'éprouvent ces nations anciennes habitant des États aux contours récents. Dans tous les pays nordiques, l'opinion publique est fortement hostile à l'Europe de Bruxelles, avec certes une échelle de nuances allant de la Suède, qui a été décrite par les Eurobaromètres comme le pays le plus anti-européen de l'Union, à la Finlande, pays nordique le moins réticent. Les sciences sociales tentent de comprendre cet euro-scepticisme, et une partie importante de la recherche le fait en termes identitaires<sup>55</sup>. L'explication souvent avancée est que ces pays sont caractérisés par une acception très particulière des concepts d'État et de nation, comme le montrent les travaux dirigés par Lene Hansen et Ole Waever<sup>56</sup>. Les pays nordiques<sup>57</sup> se démarquent en effet de la plupart des pays de l'Union par un lien très fort entre l'État et la nation ou plutôt le peuple, puisqu'ils ont pour fondement la souveraineté populaire et non nationale. Le résultat est qu'ils perçoivent la supra-nationalité comme opposée à leur culture politique, et comme une menace pour le peuple qu'elle éloigne de la souveraineté. Par ailleurs, ces pays ont évolué vers des formes d'État-providence très avancées (le modèle nordique), et les populations craignent que ce type de société, mais aussi les valeurs qu'elle incarne, ne soient remis en cause avec les adhésions. La recherche historique s'est longuement penchée sur la naissance des nationalismes nordiques, dont l'éveil se situe au XX<sup>e</sup> siècle<sup>58</sup>. Au Danemark, le travail de

---

*försvar. Perspektiv på svensk säkerhetspolitik 1809-1985*, Stockholm, Militärhistoriska Förlaget, 1986. Et pour une analyse juridique : Per Cramér, *Neutralitet och europeisk integration*, Stockholm, Norstedts Juridik, 1998.

<sup>53</sup> Maria-Pia Boëthius, *Heder och samvete. Sverige och andra världskriget*, Stockholm, Norstedts, 1991. Klaus-Richard Böhme, Bo Huldt (red.), *Vårstormar 1944-krigsslut skönjes*, Stockholm, Probus, 1995. Stig Ekman, Nils Edling (eds.), *War Experience, Self Image and National Identity*, Stockholm, Bank of Sweden, 1997.

<sup>54</sup> Dahlgren et al. *Från stormakt till små nation. Sveriges plats i Europa från 1600-tal till 1900-tal*, Stockholm, Tiden, 1995. Jakob Gustavsson, *The Politics of Foreign Policy Change. Explaining the Swedish Reorientation on EC Membership*. Lund, Lund University Press, 1998.

<sup>55</sup> Il existe aussi des recherches sur la sociologie électorale ou les facteurs économiques pesant sur les prises de position vis-à-vis de l'Europe, mais elles ne sont pas les plus nombreuses et ne relèvent pas de notre problématique.

<sup>56</sup> Lene Hansen, Ole Waever (eds.), *European Integration and National Identity*, London, Routledge, 2002.

<sup>57</sup> L'Islande n'est pas concernée par ces travaux.

<sup>58</sup> Nous ne pouvons aborder ici que les grandes lignes de l'histoire des nationalismes nordiques. Les points communs que nous mentionnons ne doivent pas faire oublier les particularismes de chaque pays. Voir : Iver Neumann, « State and Nation in the Nineteenth Century: Recent Research on the Norwegian Case », *Scandinavian Journal of History*, 2000, vol. 25, n° 3, p. 239-260. Øysten Sørensen, (ed.) *Jakten på den norske. Perspektiver på utviklingen av en norsk nasjonal identitet på 1800-tallet*, Oslo, Ad Notam Gyldendal, 1998. S. Aarnes, *Norsk kulturhistorie*, Oslo, Aschehoug, 1980. Ole Feldbæk, *Dansk Identitetshistorie, op. cit.* Uffe Østergård, Peasants and Danes : the Danish National Identity and Political Culture, *Comparative Studies in Society and History*, vol. 34, n° 1, 1992, p. 3-27. Bo Stråth, « Poverty, Neutrality and Welfare : Three Key Concepts in the Modern Foundation Myth of Sweden. In Bo Stråth (ed.), *Myth and Memory in The Construction*

structuration du nationalisme, effectué dans un souci de démarcation vis-à-vis de l'Allemagne, débuta au siècle des Lumières et fut exacerbé au siècle suivant, autour de la question des duchés. Le nationalisme norvégien se développa au moment où le pays passa des mains du Danemark à celles de la Suède : les élites bureaucratiques (danoises) qui dirigeaient le pays élaborèrent une constitution et formulèrent des souhaits autonomistes. Le nationalisme suédois s'exprima également, suite à la perte de la Finlande (1809). Enfin, c'est au sein de l'empire russe que le nationalisme finlandais s'éveilla. Le tsar ayant permis au pays de conserver ses structures héritées de l'empire suédois, ainsi qu'une grande autonomie, les Finlandais – en réaction à l'influence antérieure des élites suédoises – développèrent leur langue, leur culture et leur mythologie nationale. Dans chaque pays nordique, cette mythologie eut ses émetteurs privilégiés. Le pasteur Grundtvig pour le Danemark, les poètes Wergeland et Bjørnson pour la Norvège, Tegner et Geijer pour la Suède, Snellman et Lönnrot pour la Finlande furent les principaux auteurs d'une mythologie nationale qui a modelé les esprits jusqu'à nos jours. Tous ont mis le peuple (*folk*) au cœur du modèle. L'État incarne, libère et conduit le peuple sur la voie du progrès. À partir des années 1920, cette imagerie fut reprise par les sociaux-démocrates pour lesquels le peuple, désormais incarné par les paysans et/ou la classe ouvrière, est au centre de l'État-providence qui le libère des inégalités et permet à l'individu de s'épanouir. C'est sans doute la Suède qui est allée le plus loin dans la formulation d'un État « maison du peuple » (*folkhemmet*) combinant centralisme étatique et défense de l'individualisme, le contrat social étant directement passé entre l'État et l'individu libéré de tous les corps intermédiaires<sup>59</sup>. Deux conséquences se dégagent de ces analyses des cultures politiques nordiques : la première est qu'il leur est impossible de séparer les concepts d'État et de peuple (celui-ci étant défini de façon quasiment ethnique ; de plus l'identité est aussi liée au territoire et au paysage). L'exception est toutefois la nation finlandaise, qui est née avant l'État, et se décompose en un double concept : une acception culturelle de la nation/peuple, et une acception politique et étatique. Cela expliquerait, selon P. Joenniemi, pourquoi la Finlande est moins réticente que ses voisins envers l'Europe<sup>60</sup>. La deuxième conséquence est qu'il est difficile, pour les opinions publiques nordiques, de penser d'autres formes politiques que l'État, d'où une vision particulière de l'Union européenne, forcément concurrente des États-peuples nordiques. Teija Tiilikainen montre que ceci est de plus inscrit dans la tradition luthérienne qui conçoit l'État comme la forme suprême d'organisation politique. Cette conception, particulière aux pays nordiques, s'oppose aux conceptions catholique et calviniste que partagent les autres pays européens<sup>61</sup>.

Ces prédispositions conceptuelles à l'euro-scepticisme se combinent à une mythologie nationale qui dépeint l'Europe de façon très négative. Au XX<sup>e</sup> siècle, le modèle nordique d'État-providence a été décrit par les élites comme un modèle supérieur au reste de l'Europe, du point de vue de la démocratie, du progrès social et des performances économiques. Ce discours de légitimation de l'État-providence contribua à forger l'identité nationale moderne de ces pays. Par contraste, l'Europe était dépeinte de façon négative, moins démocratique, moins égalitaire, moins prospère que les sociétés nordiques. On se souvient de l'ouvrage dans lequel le prix Nobel d'économie Gunnar Myrdal décrivait la CEE comme un ensemble de pays « avec une forme d'organisation sociale plus primitive que la nôtre<sup>62</sup> »... Ce discours

---

*of Community*, Brussels, Peter Lang, 2000. Teija Tiilikainen, *Europe and Finland, Defining the Political Identity of Finland in Western Europe*, Aldershot, Ashgate, 1998. Øysten Sørensen, (ed.), *Nationalism in Small European States*, Oslo, The Research Council of Norway, KULT report n° 47, 1996.

<sup>59</sup> Lars Trägård, *Sweden and EU*, in Lene Hansen, Ole Wæver, *European Integration, op. cit.*

<sup>60</sup> Pertti Joenniemi, « Finland in the New Europe », in Lene Hansen, Ole Wæver, *European Integration, op. cit.*

<sup>61</sup> T. Tiilikainen, *Europe and Finland, op. cit.*

<sup>62</sup> T. Ekström, G. Myrdal, R. Pålsson, *Vi och västeuropa*, Stockholm, Rabén och Sjögren, 1962.

néгатif se retrouve avec plus ou moins d'intensité selon les pays, et connaît quelques variantes<sup>63</sup>. Il a été particulièrement développé en Suède ; Bo Stråth a montré comment les élites sociales-démocrates ont, en élaborant le discours sur l'identité nationale, constamment utilisé l'image de l'Europe comme un négatif du modèle suédois<sup>64</sup>. Ce discours, devenu discours « officiel » étant donné la prégnance de la social-démocratie sur la culture politique du pays, puisait lui-même ses racines dans l'éthique luthérienne traditionnelle<sup>65</sup>. L'Europe était dépeinte comme l'Europe des « quatre K », correspondant à ses quatre caractéristiques politiques inacceptables : *Konservatism, kapitalism, katolicism, kolonialism*<sup>66</sup>. Dans les années 1990, les divers courants opposés à l'UE ont ranimé cette imagerie d'une Europe politiquement et socialement retardée, bastion du capitalisme sauvage et du néo-colonialisme, et même pécheresse par rapport aux vertueuses sociétés luthériennes nordiques : dans les discours anti-européens, l'Union a été accusée d'être ouverte à la violence, la drogue et la prostitution, et de tolérer l'alcool en vente libre...<sup>67</sup>.

La recherche, expliquant les raisons profondes de l'euro-scepticisme nordique, explore aussi les alternatives potentielles à l'Union européenne. Les pays nordiques forment leur propre communauté institutionnelle, le *Norden*. D'autre part, des alternatives régionales sont apparues dès la fin de la guerre froide. Là encore, le débat se pose en termes identitaires.

#### LA (RE)EMERGENCE D'IDENTITES REGIONALES.

La construction identitaire des pays nordiques est un édifice à deux étages. Au XIX<sup>e</sup> siècle, alors que furent formulés les mythes nationaux, émergea parallèlement un mythe identitaire collectif, issu du mouvement scandinaviste<sup>68</sup>. Ce mouvement soutenu par les élites universitaires et culturelles eut des visées politiques. À l'époque du pan-germanisme et du pan-slavisme, une unification politique du monde nordique fut envisagée. Si le rêve se brisa en 1864<sup>69</sup>, les bases d'une coopération « par le bas », au niveau de la société civile, à travers de nombreuses associations, furent néanmoins mises en place. Dans les années 1950, les pays nordiques, réticents au fédéralisme européen, tentèrent de donner des institutions à leur coopération. Ils échouèrent en matière de défense et d'union économique, mais créèrent le Conseil nordique, système de coopération très souple, de peuple à peuple, d'où furent exclues les questions de politique étrangère<sup>70</sup>. L'espace de coopération ainsi créé, nommé *Norden*<sup>71</sup>,

<sup>63</sup> Un des thèmes apparaissant en Norvège et en Finlande est par exemple le souci de préserver la nature, le paysage étant considéré comme faisant partie de l'identité nationale – ce qui, plus prosaïquement, implique la crainte de voir des étrangers acheter des maisons de vacance ou de la forêt.

<sup>64</sup> Bo Stråth, « The Swedish Image of Europe as Other », in Bo Stråth (ed.), *Europe and the Other and Europe as the Other*, Brussels, Peter Lang, 2001. Bo Stråth, "The Swedish Demarcation from Europe », in Bo Stråth, *The Meaning of Europe*, Oxford, Berg, 2002.

<sup>65</sup> Henrik Stenius, « The Good Life Is a Life of Conformity : The Impact of the Lutheran Tradition on Nordic Political Culture », in Øysten Sørensen, Bo Stråth (eds.), *The Cultural Construction of Norden*, Oslo, Scandinavian University Press, 1997.

<sup>66</sup> Klaus Misgeld "Den svenska socialdemokratin och Europa från slutet av 1920-talet : attityder och synsätt i centrala uttalanden och dokument », in B. Huldt, K. Misgeld (eds.), *Socialdemokratin och svensk utrikespolitik : från Branting till Palme*, Stockholm, Utrikespolitiska Institutet, 1990. (L'auteur analyse l'image de l'Europe dans les discours politiques et le journal Tiden de 1949 à 1972.)

<sup>67</sup> Lars Trägård, *Sweden and EU*, in Lene Hansen, Ole Waever, *European Integration*, op. cit.

<sup>68</sup> J.-F. Battail, R. Boyer, V. Fournier, *Les sociétés scandinaves de la Réforme à nos jours*, Paris, PUF, 1992.

<sup>69</sup> Par la défaite de 1864 le Danemark perdit la guerre des duchés face à la Prusse, sans avoir reçu le soutien des autres pays scandinaves.

<sup>70</sup> Vincent Simoulin, *La coopération nordique*, Paris, L'Harmattan, 1999.

s'est doté d'un référentiel identitaire élaboré au cours de la guerre froide par des élites désireuses de trouver un lien entre des pays proches historiquement, aux modèles de sociétés comparables, aux positions certes divergentes en matière de politique étrangère, mais dont le pacifisme fit de la région nordique une zone de paix entre les blocs, selon la théorie de « l'équilibre nordique »<sup>72</sup>. Une caractéristique de cette coopération nordique est qu'elle ne contrariait en rien les nationalismes et les identités nationales de ses membres, auxquels elle apportait un plus<sup>73</sup>. Le débat actuel s'inscrit dans le contexte de la fin de la guerre froide, de la progression de la construction européenne et de l'émergence d'autres espaces de coopération régionale, notamment la coopération dans la région de la Baltique<sup>74</sup>. Ce que les sciences sociales examinent est la pertinence du *Norden* dans ce nouveau contexte. L'identité nordique, peu questionnée au cours de la guerre froide alors qu'elle remplissait une fonction stratégique, est aujourd'hui en crise et la question posée fut d'abord celle de sa spécificité. Le discours traditionnel dégageait une identité nordique à partir de l'existence d'un modèle sociétal commun, fondé sur un ensemble de valeurs héritées du luthéranisme et de la social-démocratie. Ce « modèle nordique » était supposé constituer une troisième voie entre socialisme et capitalisme et incarner la modernité. Sur le plan de la politique extérieure, l'identité nordique se caractérisait par une coopération avancée entre les États, et par des engagements en faveur de la paix et du tiers-monde. Le tout s'accompagnait d'arguments sur la supériorité – y compris morale – du modèle par rapport au reste de l'Europe<sup>75</sup>. On peut remarquer le parallèle entre les mythologies identitaires nationales et la mythologie nordique. Or la recherche récente s'est attachée à revoir ces mythes et à montrer que l'identité nordique a été socialement construite par certaines élites, à un moment donné de l'histoire et dans un contexte géopolitique particulier. Ici encore, on s'est livré à un réexamen de l'histoire, notamment sur la naissance du *Norden*<sup>76</sup> dans un contexte où les empires nordiques furent définitivement démantelés et se trouvèrent voisins d'empires plus puissants. Plusieurs auteurs en arrivent à la conclusion que le *Norden* est un mélange de réalité et de mythe, aussi bien dans son contenu (que l'on peut voir comme une simple variante de la social-démocratie européenne), que dans son discours identitaire<sup>77</sup>. Cette réflexion suggère aussi que ce qui faisait la spécificité du *Norden* (alternative aux blocs, troisième voie...) semble dépassé<sup>78</sup>. De plus cet ensemble est aujourd'hui divisé entre un *Norden* européen et un *Norden* atlantique composé des pays restés à l'écart de l'UE<sup>79</sup>. Les interrogations avancées n'ont aujourd'hui toujours pas de réponses : le *Norden* pourra-t-il maintenir sa spécificité ? Est-il condamné, à

<sup>71</sup> Les membres du *Norden* sont le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède, plus trois territoires autonomes : les îles Åland, le Groenland, et les Îles Féroé.

<sup>72</sup> Nathalie Blanc-Noël, *La politique suédoise...*, op. cit.

<sup>73</sup> Patricia Bliss Mc Fate, « To See Everything in Another Light », *Daedalus*, hiver 1984, p. 29-59.

<sup>74</sup> Nathalie Blanc-Noël (dir.), *La Baltique, Une nouvelle région en Europe*, Paris, L'Harmattan, coll. Pouvoirs comparés, 2002.

<sup>75</sup> Ole Wæver, « Nordic Nostalgia : Northern Europe after the Cold War », *International Affairs*, vol. 1, n° 68, 1992, p. 77-102. Iver Neumann, « A Region-building Approach to Northern Europe », *Review of International Studies*, n° 20, 1994, p. 53-74.

<sup>76</sup> Øysten Sørensen, Bo Stråth (eds.), *The Cultural Construction of Norden*, op. cit. Uffe Østergaard, « The Nordic Countries in the Baltic Region », in Pertti Joenniemi (ed.), *Neo-nationalism or Regionality*, nordREFO 1997:5.

<sup>77</sup> Øysten Sørensen, Bo Stråth (eds.), *The Cultural Construction of Norden*, op. cit, chap.1. Bo Stråth, Scandinavian Identity. A Mythical Reality, in Nils Arne Sørensen (ed.), *European Identities. Cultural Diversity and Integration in Europe since 1700*. Odense, Odense University Press, 1995.

<sup>78</sup> Cependant l'argument que le *Norden* peut constituer un modèle de coopération pour l'Europe apparaît parfois, souvent parmi les élites politiques : Heikki Haavisto, « *Norden - en samarbetsmodell för Europa* », in collectif, *Norden är död, länge leve Norden ! Nordiska rådet, Nordisk debatt*, 1994:11.

<sup>79</sup> Hans Mouritzen, « The Nordic Model as a Foreign Policy Instrument : Its Rise and Fall », *Journal of Peace Research*, n° 1, 1995. Pertti Joenniemi, « *Norden as a Post-Nationalist Construction* », in Pertti Joenniemi (ed.), *Neo-nationalism or Regionality*, op. cit.

terme, par l'avancée de l'Union européenne dans la région<sup>80</sup> ? Quelle est la place à donner aux pays baltes dans le *Norden*<sup>81</sup> ?... Enfin, quelle est la place du *Norden* par rapport à d'autres espaces de coopération régionale ?...

La fin de la guerre froide a, en effet, généré en Europe septentrionale un remarquable processus de constructions régionales. De nombreux projets de création d'espaces de coopération sont apparus, à divers niveaux<sup>82</sup>. Il s'agissait de combler le vide laissé par la fin de la guerre froide en associant des acteurs de l'Est et de l'Ouest dans des réseaux de coopération multiples. Il s'agissait aussi de trouver des alternatives à l'Europe, à un moment où les adhésions des pays nordiques comme des pays baltes n'étaient guère envisageables, et selon des modalités plus compatibles avec la culture politique nordique : une coopération souple, réticulaire n'empiétant pas sur la souveraineté de l'État. Deux de ces projets au moins ont fait l'objet de tentatives de créations identitaires de la part des élites politiques et intellectuelles, que l'on pourrait comparer à l'entreprise des scandinaves au XIX<sup>e</sup> siècle. L'idée d'une région de la Baltique fut lancée en 1998 par le ministre-président du Schleswig-Holstein, Björn Engholm, et le PDG de Volvo, Per Gyllenhammar<sup>83</sup>. De façon très comparable, le ministre norvégien des Affaires étrangères, Thorvald Stoltenberg, lança en 1992 l'idée d'une région euro-arctique de Barents<sup>84</sup>. Les élites politiques et économiques ont ensuite été suivies par des chercheurs qui se sont attachés à démontrer la pertinence de ces nouveaux espaces de coopération, que ce soit sur le plan politique, économique ou en matière de sécurité<sup>85</sup>. Le débat identitaire a joué un rôle important de ce point de vue, car il s'est agi de démontrer l'émergence ou l'existence d'identités régionales pour prouver le caractère « naturel » de ces espaces. Pour ce faire, on s'est livré à des réinterprétations optimisantes et parfois assez artificielles de l'histoire. On peut mentionner à cet égard l'utilisation du thème de la Hanse, pour illustrer l'ancienneté des relations inter-baltiques, et la prospérité qu'elles ont engendrée<sup>86</sup>. La Hanse fut présentée comme une organisation souple, de type réticulaire, unissant les villes riveraines de la Baltique dans une coopération prospère. Il s'agissait de démontrer que les riverains de la Baltique ont eu un passé commun, une culture commune, que n'a pu effacer un demi-siècle de guerre froide, et qu'ils pouvaient ressusciter une coopération adaptée à une époque où l'État-nation est dépassé<sup>87</sup>. L'enthousiasme des années 1990 étant aujourd'hui quelque peu ému, on a pu démontrer que ce discours était une tentative de construction d'un nouveau mythe. D'une part, la réalité historique de la Hanse a été guerrière et placée sous la domination culturelle allemande ; d'autre part, l'entreprise de construction identitaire moderne était avant tout politique<sup>88</sup>. À propos de la région de Barents,

---

<sup>80</sup> Pertti Joenniemi, « Europe Changes ; The Nordic System Remains ? », *Bulletin of Peace Proposals*, vol. 21, n° 2, 1990, p. 205-217. Bengt Sundelius, « *Norden* i samverkan », *Nordisk Tidskrift*, n° 4, 2002.

<sup>81</sup> La coopération régionale avec les pays baltiques est désormais un des piliers de l'action du Conseil nordique.

<sup>82</sup> Région de la Baltique, de Barents, de l'Öresund, de la Calotte nord, etc. Voir : Harald Baldersheim, *Nordic Region-Building in a European Perspective*, Aldershot, Ashgate, 1999.

<sup>83</sup> Björn Engholm, *Mare Balticum*, *Nord Revy*, n° 1, 1990.

<sup>84</sup> Thorvald Stoltenberg, « The Barents Region : Reorganizing Northern Europe », *International Challenges*, vol. 12, n° 4, 1992, p. 5-12.

<sup>85</sup> Susanna Perko (ed.), *Nordic-Baltic Region in Transition*, TAPRI, Research report n° 75, 1996. Pertti Joenniemi, *Cooperation in the Baltic Sea*, London, Taylor and Francis, 1993.

<sup>86</sup> Urpo Kivikari, *The Legacy of the Hansa, The Baltic Economic Region*, Helsinki, Otava, 1996.

<sup>87</sup> Kristian Gerner, « Två hundra års europeisk felutveckling - karaktäriserat av nationalismen, rasismen och territorialstaten - gå mot sitt slut », *Nord Revy*, n° 3, 1990.

<sup>88</sup> Bo Stråth, « The Baltic as Image and Illusion : The Construction of a Region between Europe and the Nation », in Bo Stråth (ed.), *Myth and Memory in the Construction of Community*, op. cit. Hain Rebas, « Baltic Regionalism ? » *Journal of Baltic Studies*, vol. XIX, n° 2, 1988, p. 101-117. Olav Knudsen, « Introduction : A General Perspective on the Security of the Baltic Sea Region », in Olav Knudsen (ed.), *Stability and Security in the Baltic Sea Region*, London, Franck Cass, 1999.

on a évoqué comme fondement d'une identité régionale, le commerce Pomor<sup>89</sup> qui se pratiqua entre la Russie, la Norvège et la Finlande, de la fin du XVIII<sup>e</sup> au début du XIX<sup>e</sup>. Ce thème a donné lieu à différentes manifestations, expositions en Norvège, création d'un musée à Arkhangelsk, publications de travaux universitaires<sup>90</sup>. Or ceci peut être discuté. Ce commerce fut une activité saisonnière qui ne mit guère les populations en contact, mais seulement les marchands. Une enquête sur l'avènement d'une identité propre à la région de Barents a montré que la réalité est bien loin des discours en la matière. Le fossé entre Russes et Norvégiens du grand Nord est profond, et la cohabitation parfois difficile<sup>91</sup>. Les relectures de l'histoire jouent parfois sur des liens encore plus ténus : en Norvège, pays *a priori* peu tourné vers la Baltique, mais soucieux de ne pas se voir écarté de la coopération Baltique, on a évoqué les liens des deux premiers rois vikings avec Tallin, la capitale de l'Estonie : le premier Olav y passa sa jeunesse comme esclave, le second devint Saint Olav (d'où son nom donné à une église de Tallin)<sup>92</sup>. Les projets de coopération baltique et euro-arctique se sont rapidement mis en place dès la fin de la guerre froide et enregistrent une activité tout à fait remarquable dans d'innombrables domaines<sup>93</sup>. Ils ont été institutionnalisés par le Conseil des États de la mer Baltique et par le Conseil euro-arctique de Barents. C'est pourquoi aujourd'hui, les thématiques identitaires les concernant semblent plus ou moins s'essouffler, le pragmatisme des coopérations l'ayant emporté sur l'idéalisme assez artificiel des constructions identitaires.

Le débat identitaire nordique fait preuve d'une très grande richesse et d'une remarquable vitalité. Ce souci commun de relire l'histoire dans un sens plus réaliste et de repenser les identités s'est imposé alors que les vieux mythes nationaux et collectifs apparaissaient comme de plus en plus inadaptés à un environnement géopolitique bouleversé. Gageons que les pays nordiques sauront, grâce à ce débat, mettre en application ce qui est l'une des grandes leçons de l'anthropologie : on ne saurait accepter l'autre que lorsque l'on sait qui l'on est...

## RÉSUMÉ

*Cet article s'inscrit dans la recherche sociale sur l'identité nordique, et montre comment celle-ci participe au débat politique. L'élément moteur de ce débat identitaire est une « réécriture » de l'histoire. Dans chaque pays, les universitaires interrogent l'histoire nationale et la formation de l'identité de la nation, fournissant de nouveaux éléments et de nouvelles interprétations. Pour les pays du Nord, le débat identitaire se justifie par la nécessité d'apporter des réponses aux défis posés par les changements géopolitiques. Cet article tente d'expliquer la position de ces pays vis-à-vis de l'Europe, afin d'approfondir de futurs projets de coopération régionale et de s'adapter aux enjeux à venir.*

---

<sup>89</sup> Du russe *pomorje* qui signifie côtier.

<sup>90</sup> Einar Niemi (ed.), *Pomor-Norge oog Nord-Ryssland gjennom tusen år*, Oslo, Gyllendall Norsk Forlag, 1992.

<sup>91</sup> Geir Hønneland, « Identity Formation in the Barents Euro-Arctic Region », *Cooperation and Conflict*, vol. 33, n° 3, 1998, p. 277-297.

<sup>92</sup> Fafo Institute, *Norway and the Baltic Countries. Looking Towards the Future*. Sur le site du ministère des Affaires étrangères : <http://www.odin.dep.no>. Anna Kristensen, *Latvia and Norway. Neighbours Re-discovered*. Oslo, NUPI, 1999.

<sup>93</sup> Vincent Simoulin, « Les espaces coopératifs dans la Baltique », in Nathalie Blanc-Noël, *La Baltique...*, op. cit.



**ABSTRACT**

*This essay makes a survey of the Nordic social research on identity and shows its links to the political debate. The central element in the identity debate is a « re-writing » of history. In each country, academics examine national history, the formation of national identity and gives new clues and interpretations. The identity debate is motivated by the necessity for the Nordic countries to give responses to the challenges of a transformed geopolitical environment. It tries to explain these countries' attitude towards Europe and to ground projects of regional cooperation or adaptation to future challenges.*